

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19304652\*

Déposé  
25-01-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 29/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0719437716**Dénomination :** (en entier) : **CEVO PEDIATRICS**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Boulevard de Smet de Naeyer 183 bte 2  
(adresse complète) 1090 Jette**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Stephane VAN DEN HOVE D'ERTSENRYCK, notaire résidant à Woluwe-Saint-Lambert, ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, le vingt-quatre janvier deux mille dix-neuf, à enregistrer

A COMPARU:

1) Monsieur VOGLET Cédric, célibataire, né à Ixelles le vingt-deux août mil neuf cent quatre-vingt-deux, domicilié à 1090 Jette, Boulevard de Smet de Naeyer 183 bte 2.

A CONSTITUE une société privée à responsabilité limitée dénommée «CEVO PEDIATRICS», ayant son siège à 1090 Jette, Boulevard de Smet de Naeyer 183/0002 au capital de dix-huit mille six cents euros (€ 18.600,00) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale, numérotées de un (1) à cent (100).

Les cent parts sociales sont toutes souscrites au pair en espèces, au prix de cent quatre-vingt-six euros (€ 186,-) chacune, par le comparant, soit les (100) parts sociales par Monsieur VOGLET Cédric, prénommé.

Le comparant déclare et reconnaît que chacune des parts sociales ainsi souscrites est libérée à concurrence de deux/tiers (2/3) par un versement en espèces auprès de la KBC BANK sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation, de sorte que la société a dès à présent à sa disposition, de ce chef, une somme de douze mille quatre cents euros (€ 12.400,00).

**B. - STATUTS.****TITRE 1 - CARACTÈRES DE LA SOCIETE****ARTICLE 1. -DÉNOMINATION.**

Il est créé une société privée à responsabilité limitée sous la dénomination de «CEVO PEDIATRICS», ci-après dénommée: « LA SOCIETE ».

Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Privée à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SPRL ». Si les parts sociales sont détenues par une seule personne la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Privée à Responsabilité Limitée Unipersonnelle » ou des initiales « SPRLU ». Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la présente société privée à responsabilité limitée doivent contenir :

1. La dénomination sociale;
2. La mention « Société Privée à responsabilité Limitée » ou si les parts sociales sont détenues par une seule personne « Société Privée à Responsabilité Limitée Unipersonnelle » reproduite en entier ou en abrégé et placée lisiblement immédiatement avant ou après la dénomination sociale;
3. L'indication précise du siège de la société;
4. Le numéro d'entreprise;
5. Le terme « Registre des personnes morales » ou l'abréviation « RPM », suivi de l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège.
6. Le cas échéant, l'indication que la société est en liquidation. Toute personne qui interviendra dans un acte où les prescriptions de l'alinéa qui précède ne sont pas remplies, pourra, suivant les circonstances, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société.

## ARTICLE 2. - OBJET SOCIAL.

La société a pour objet, l'exercice, en son nom et pour son compte, de la médecine et plus particulièrement la pédiatrie et la médecine générale et ce par ses organes médecins légalement habilités à exercer l'art de guérir en Belgique, inscrits au Tableau de l'Ordre des Médecins et qui conviennent d'apporter à la société la totalité (ou une partie) de leur activité médicale.

L'art de guérir est toutefois exercé par le médecin ou les médecins qui la composent et non pas par la société.

Elle a également pour objet la conservation et la mise à jour de la connaissance scientifique par le travail scientifique indépendant et par le suivi de séminaires scientifiques, congrès, conférences et autres, ainsi que l'enseignement et la publication d'ouvrages rédigés par ses associés.

La société ne peut conclure, avec un autre médecin ou avec une tierce personne, des contrats qui sont prohibés à un médecin.

La société a également pour objet, la recherche médicale et la formation médicale en général et notamment :

- la création d'entretien de liens privilégiés entre médecins belges et étrangers visant à partager les connaissances, expériences et informations générales, utiles à une meilleure pratique de la médecine et au maintien de la collaboration efficace.
- La mise en oeuvre de toutes techniques et pratiques visant à l'exercice de la médecine ainsi qu'à l'amélioration et la promotion de la santé.

La société peut mener toutes les opérations nécessaires afin de réaliser l'objet social de la société, en ce compris l'organisation et la participation directe ou indirecte à des colloques, séminaires, symposiums, journée d'étude et congrès tant en Belgique qu'à l'étranger en rapport avec les matières visées au présent article.

Chaque médecin-associé exercera sa profession en toute indépendance dans le respect des dispositions légales et déontologiques et notamment les règles relatives au secret médical, à la liberté diagnostique et thérapeutique du praticien, et au libre choix du patient.

Toute forme de commercialisation de la médecine, de collusion directe ou indirecte, de dichotomie et de surconsommation est exclue.

La société pourra faire tout acte nécessaire et/ou indispensable à l'accomplissement de son objet et plus particulièrement toute transaction mobilière et immobilière concernant les locaux médicaux, l'achat du matériel médical et non médical, l'engagement du personnel administratif, soignant, pratiquant ou appelé à pratiquer dans la société.

La société pourra d'une façon générale accomplir toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social, sans en modifier le caractère civil et la vocation (exclusivement\*) médicale. (\*en cas de pluralité d'associés).

La responsabilité professionnelle du ou des médecins associés demeure illimitée. Elle doit être assurée de façon à permettre la réparation du dommage éventuellement causé.

A titre accessoire, la société pourra également avoir pour objet la constitution, la gestion et la valorisation d'un patrimoine immobilier, notamment par l'achat avec ou sans constitution d'hypothèque en faveur d'une instance financière, la vente, la location, la mise en location, la construction, le tout au sens le plus large, pour autant que n'en soient altérés, ni son caractère civil, ni sa vocation prioritairement médicale, et que ces opérations, s'inscrivant dans les limites d'une gestion "en bon père de famille", n'aient pas un caractère répétitif et/ou commercial.

Dès lors qu'il y a plusieurs associés, un accord préalable des associés est à prévoir sur la politique de constitution et de gestion des investissements ainsi réalisés qui doivent avoir été approuvés à la majorité des 2/3 au moins des parts présentes ou représentées.

Les honoraires sont perçus au nom et pour le compte de la société.

Tant qu'elle demeure une société unipersonnelle, la société pourra hypothéquer et affecter en garantie tous bien meubles ou immeubles pour son compte propre ou pour le compte de son dirigeant, et/ou pourra réaliser toute opération d'engagement à titre de caution, aval ou garanties quelconques pour le compte de son dirigeant, à condition que ce soit dans le cadre d'une saine gestion patrimoniale ou pour acquérir des moyens supplémentaires destinés à faciliter l'exercice de la profession.

La société peut également, par l'intermédiaire de son associé unique, accepter le mandat de gérant dans une autre société (mais uniquement pour les affaires médicales de cette société), ou encore de liquidateur dans une autre société.

## ARTICLE 3 -SIÈGE SOCIAL.

Le siège de la société est établi à 1090 Jette Boulevard de Smet de Naeyer 183/0002.

Le siège social peut être fixé en tout autre endroit, de la région de Bruxelles-Capitale ou de la région wallonne, sur simple décision de la gérance.

Tout changement de siège social est publié aux Annexes au Moniteur belge par les soins de la gérance et porté à la connaissance du Conseil Provincial de l'Ordre des Médecins compétent.

Des sièges d'activités pourront être établis en Belgique ou à l'étranger, par simple décision de la

gérance.

#### **ARTICLE 4. - DURÉE.**

La société est constituée pour une durée illimitée prenant cours le jour du dépôt de l'extrait de la présente constitution au greffe du tribunal de commerce.

La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises par la loi.

#### **TITRE 2 - FONDS SOCIAL.**

##### **ARTICLE 5.-CAPITAL.**

Le capital social est fixé à dix-huit mille six cents euros (€ 18.600,-).

Il est représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale, numérotées de un à cent quatre-vingt-six.

Les parts sociales sont nominatives, indivisibles et ne peuvent être données en garantie.

La répartition des parts doit toujours tendre à refléter l'importance des activités respectives des associés. Elle ne peut empêcher la rémunération normale d'un médecin pour le travail presté.

##### **ARTICLE 6.-AUGMENTATION - RÉDUCTION DE CAPITAL.**

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des associés agissant suivant les dispositions de la loi.

En cas d'augmentation du capital, les parts nouvelles à souscrire en espèces seront offertes par préférence aux associés, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

L'exercice de ce droit de souscription est réglé conformément aux dispositions des articles 309 et 310 du Code des sociétés.

##### **ARTICLE 7.- APPELS DE FONDS.**

Le gérant déterminera, au fur et à mesure des besoins de la société, et aux époques qu'il jugera utile, les versements ultérieurs à effectuer sur les parts souscrites en numéraire. Il pourra autoriser aussi la libération anticipative des parts. Les libérations anticipatives ne sont pas considérées comme des avances à la société.

Tout associé qui, après un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée du gérant, sera en retard de satisfaire à un appel de fonds, devra bonifier à la société un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Si le versement n'est pas effectué un mois après un second avis recommandé du gérant, toute personne agréée par la loi ou par les présents statuts pourra acquérir, de manière définitive, les parts de l'associé défaillant. Cette acquisition se fera au prix déterminé par un expert désigné de commun accord ou, à défaut, par le Président du tribunal de première instance.

Au cas où le défaillant se refuserait à signer le transfert de ses parts au registre des associés, le gérant lui fera sommation écrite d'avoir dans les dix jours à se prêter à cette formalité. A défaut de ce faire endéans ce délai, le gérant signera valablement, en lieu et place de l'associé défaillant.

#### **TITRE 3 - PARTS SOCIALES ET LEUR TRANSMISSION.**

##### **ARTICLE 8 - TRANSMISSION.**

8.1. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par, cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sous réserve des dispositions de l'article 8.2. et 8.3. ci-dessous, qu'à un docteur en médecine légalement habilité à exercer l'art de guérir en Belgique inscrit au Tableau de l'Ordre des médecins et pratiquant ou appelé à pratiquer dans la société avec s'il y a plusieurs associés, le consentement unanime des autres associés.

8.2. Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Les héritiers et légataires, régulièrement saisis devront entamer une des procédures suivantes dans les quinze jours du décès et la réaliser dans un délai maximum de six mois :

1. Soit opérer une modification de la dénomination et de l'objet social en y excluant toute activité médicale dans le respect du code des Sociétés ;
2. Soit négocier les parts de la société entre eux, si un ou plusieurs d'entre eux remplissent les conditions du présent article ;
3. Soit négocier les parts de la société avec des tiers remplissant ces mêmes conditions ;
4. A défaut de ce qui précède, la société sera mise en liquidation.

8.3. Lorsqu'il y a plusieurs associés, les parts d'un associé ne peuvent être détenues, cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort que conformément au code des sociétés et conformément au premier alinéa du présent article. L'admission d'un nouvel associé nécessitera l'accord unanime des autres associés.

8.4. En aucun cas, ni l'associé ni les représentants de l'associé défunt, fussent-ils mineurs ou incapables, ne pourront apposer les scellés ou requérir l'établissement d'un inventaire, authentique ou non, des biens et effets de la société ou entraver de quelque façon que ce soit la marche de la société.

8.5. Les héritiers ou légataires d'un associé décédé, qui ne peuvent ou ne veulent devenir associés, ont droit à une compensation équitable déterminée par un expert-comptable ou un réviseur d'entreprise.

8.6. A défaut de l'agrément prévu à l'article 8.3., l'associé qui se retire ou les ayants-droit d'un associé décédé ont droit à une compensation équitable conformément aux règles de la déontologie médicale. A défaut d'accord amiable, cette compensation sera déterminée par un expert-comptable ou un réviseur d'entreprise. Elle sera payable dans un délai de six mois prenant cours à dater de sa fixation.

#### **ARTICLE 9.-INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES.**

Les parts sociales sont indivisibles, nominatives et ne peuvent être données en garantie à l'égard de la société. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme propriétaire de cette part à l'égard de la société.

#### **TITRE 4 - GESTION - CONTRÔLE.**

#### **ARTICLE 10.-GESTION DE LA SOCIÉTÉ**

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont au moins un est associé, désignés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de décès de l'associé unique, si parmi les héritiers ou légataires figure un médecin inscrit au Tableau de l'Ordre des Médecins, celui-ci exercera les pouvoirs du gérant.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, l'associé unique pourra être nommé gérant pour la durée de son activité au sein de la société. En cas de pluralité d'associés ou lorsqu'il s'agit d'un cogérant, le mandat du gérant sera automatiquement limité à 6 ans, renouvelable.

#### **ARTICLE 11.-POUVOIRS DE LA GÉRANCE.**

Chaque gérant, s'il y en a plusieurs, peut accomplir seul tous les actes nécessaires ou utiles à la poursuite de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Pour les affaires médicales, le gérant doit être un médecin associé. Pour les affaires non médicales, le gérant peut être un non-associé, personne physique ou personne morale qui, dans ce cas, désignera un représentant permanent, personne physique, dont l'identité sera portée à la connaissance du Conseil provincial compétent de l'Ordre des médecins.

Le gérant non-associé ne pourra faire aucun acte à caractère médical et devra s'engager par écrit à respecter la déontologie médicale, en particulier le secret professionnel.

Il exerce sa profession en toute indépendance sous son nom personnel dans le respect des dispositions légales et déontologiques. Il se garde de toute mesure qui entrave le libre choix du Médecin par le patient. Il supporte la charge de sa responsabilité professionnelle pour laquelle il doit s'être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Le gérant veillera à ce que soit assurée la responsabilité distincte de la société.

Le gérant ne pourra déléguer ses pouvoirs qu'à un Docteur en médecine inscrit au Tableau de l'Ordre des Médecins dès qu'il s'agira d'accomplir des actes en rapport avec l'exercice de l'art de guérir.

Le délégué non-médecin du gérant ne pourra faire aucun acte à caractère médical et devra s'engager par écrit à respecter la déontologie médicale, en particulier le secret professionnel.

#### **ARTICLE 12.-REPRÉSENTATION - ACTES ET ACTIONS JUDICIAIRES.**

Chaque gérant représente seul la société à l'égard des tiers, dans les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice, en demandant comme en défendant.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

#### **ARTICLE 13.-RÉMUNÉRATIONS.**

L'assemblée générale décide si le mandat de gérant est ou non exercé gratuitement.

Le montant de la rémunération sera fixé par l'assemblée générale en accord avec tous les associés sans que cette rémunération puisse se faire aux dépens d'un ou de plusieurs associés. Ce montant devra correspondre aux prestations de gestion réellement effectuées.

#### **ARTICLE 14. - CONTRÔLE.**

Le contrôle de la société est confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale pour un terme de trois ans renouvelable, et ne pouvant être révoqués en cours de mandat par l'assemblée générale que pour juste motif.

Au cas où, en application des dispositions légales, il est fait usage de la faculté de ne pas nommer de commissaire, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle d'un commissaire.

#### **TITRE 5 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.**

#### **ARTICLE 15.-RÉUNION - DATE.**

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année le premier mardi du mois de juin à 14 heures, au siège social ou dans tout autre local indiqué dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant, à la même heure. Elle est présidée par le gérant s'il n'y en a qu'un et par le plus âgé des gérants s'il y en a plusieurs.

#### **ARTICLE 16.-REPRÉSENTATION.**

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire, pourvu que celui-ci soit lui-même associé.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers, débiteurs gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

#### **ARTICLE 17.-NOMBRE DE VOIX.**

Chaque part sociale donne droit à une voix.

#### **ARTICLE 18.-DÉLIBÉRATIONS.**

Sauf dans les cas prévus par la loi ou les statuts, les décisions sont prises à la simple majorité des voix, quel que soit le nombre de parts représentées.

#### **ARTICLE 19.-PROCÈS-VERBAUX.**

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par un gérant et par tous les associés présents qui en manifestent le désir.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signées par un gérant.

#### **TITRE 6 - ECRITURES SOCIALES - RÉPARTITION.**

##### **ARTICLE 20.-EXERCICE SOCIAL.**

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

##### **ARTICLE 21.-ECRITURES SOCIALES.**

A la fin de chaque exercice, le gérant dresse l'inventaire et établit les comptes annuels, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des lois sur la comptabilité des entreprises. Le gérant soumet les comptes annuels à l'assemblée générale ordinaire pour approbation.

##### **ARTICLE 22.-RÉPARTITION DES BÉNÉFICES.**

22.1. Les honoraires générés par l'activité médicale apportée à la société du ou des médecins associés sont perçus au nom et pour le compte de la société.

22.2. L'excédent favorable des comptes annuels, déduction faite de tous les frais, charges, amortissements nécessaires et des affectations pour moins-values, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour-cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social.

22.3. La fixation d'une réserve conventionnelle requiert l'accord unanime des associés. Si l'unanimité est impossible, le Conseil provincial intéressé de l'Ordre des Médecins peut accepter une autre majorité.

22.4. Le solde bénéficiaire annuel sera mis à la disposition de l'assemblée générale, qui en déterminera l'affectation. Le Médecin ne peut retirer qu'un intérêt normal conformément aux règles de la déontologie médicale. Le bénéfice net de la société, après la déduction dudit intérêt, doit être réinvesti en vue de réaliser l'objet social.

22.5. Une convention conforme à l'article 17 de l'Arrêté Royal numéro 78 du dix novembre mil neuf cent soixante-sept, et aux règles de la déontologie médicale sera établie entre la société et le Médecin.

#### **TITRE 7 - DISSOLUTION - LIQUIDATION.**

##### **ARTICLE 23.**

En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir le ou les liquidateurs, pour déterminer ses ou leurs pouvoirs et émoluments et pour fixer la méthode de liquidation, dans le respect des dispositions du Code des sociétés.

Les liquidateurs non-habiles à exercer l'art de guérir en Belgique devront se faire assister par des médecins inscrits au Tableau de l'Ordre pour ce qui concerne les matières médicales, plus particulièrement pour les questions relatives à la vie privée des patients, la gestion des dossiers médicaux et/ou le secret professionnel des associés. A défaut de pareille désignation, le gérant exercera les fonctions de liquidateur.

##### **ARTICLE 24.-RÉPARTITION.**

Le boni de liquidation sera réparti entre les associés en proportion du nombre de leurs parts sociales, tous les parts sociales ayant les mêmes droits, au pro rata de leur libération.

#### **TITRE 8 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

##### **ARTICLE 25 EXCLUSION**

Tout médecin travaillant au sein d'une association conformément au Code de déontologie médicale, doit informer les autres membres ou associés de toute décision disciplinaire, civile, pénale ou administrative, susceptible de quelconques retombées sur l'exercice en commun de la profession civile, disciplinaire, pénale ou administrative susceptible de quelconques retombées sur leurs relations professionnelles. L'assemblée générale convoquée à ce motif décidera à la majorité simple des suites à donner.

La sanction de la suspension du droit d'exercer l'Art médical entraîne pour le médecin ayant encouru cette sanction, la perte des avantages de l'acte de la société pour la durée de la suspension. Le

médecin suspendu doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des soins. A cette fin, il peut se faire remplacer pendant la période d'interdiction par un ou plusieurs médecins ayant la même qualification légale, mais il ne peut recueillir des revenus liés à cet exercice.

Si un associé était radié du Tableau de l'Ordre des Médecins, il serait dans l'obligation de céder ses parts à ses associés. S'il est associé unique, il devrait alors, soit céder ses parts soit procéder à la liquidation de la société ou en modifier la dénomination et l'objet social en y excluant toute activité médicale.

#### **ARTICLE 26 – ADHESION**

Si un ou plusieurs médecins entraient dans la société, ils devraient soumettre les statuts de cette dernière et leur contrat de société au Conseil provincial de l'Ordre des Médecins, auquel ils ressortissent.

#### **ARTICLE 27 – LITIGES**

27.1. En cas de litige sur des problèmes déontologiques, le Conseil provincial de l'Ordre des Médecins compétent est seul habilité à juger, sauf voies de recours

L'application des règles de déontologie médicale est dictée par l'Ordre des Médecins et ne peut jamais être considérée comme un manquement aux présents statuts.

27.2. En cas d'arbitrage et/ou de contestation entre les parties au sujet de l'interprétation du présent contrat, celles-ci s'efforceront de se concilier à l'initiative du Conseil médical de la société, s'il existe. A défaut de conciliation, le litige sera tranché par un arbitrage choisi de commun accord ou par le tribunal civil du ressort.

#### **ARTICLE 28.-DROIT COMMUN – REGLES DE LA DEONTOLOGIE MEDICALE**

Toutes dispositions des statuts qui seraient contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés ainsi qu'aux règles de la déontologie médicale seront réputées non écrites.

Toutes les dispositions de ce Code des sociétés non contraires aux présents statuts et qui ne sont pas reprises aux présentes y seront réputées inscrites de plein droit.

Le comparant déclare se référer également aux règles de la déontologie médicale pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

#### **C. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

L'associé unique prend à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, lorsque la société acquerra la personnalité morale:

##### **1. NOMINATION DU GÉRANT - POUVOIRS - RÉMUNÉRATION:**

A été nommé en qualité de gérant: Monsieur VOGLET Cédric, prénommé.

Son mandat aura une durée illimitée et sera rémunéré, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

Avant que la personnalité juridique ne soit acquise à la société par le dépôt des pièces au greffe du tribunal de commerce, le gérant pourra, à titre de mandataire, agir au nom de la société, d'après les règles reprises aux statuts.

##### **2. PREMIÈRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:**

La première assemblée générale annuelle sera fixée en deux mille vingt.

##### **3. EXERCICE SOCIAL:**

Le premier exercice social sera clôturé le trente et un décembre deux mille dix-neuf.

##### **4. COMMISSAIRE:**

Les associés décident de ne pas nommer de commissaire, la société remplissant les conditions de l'article 15 du Code des sociétés.

##### **5. REPRISE D'ENGAGEMENTS**

Conformément à l'article 60 du Code des sociétés, la société présentement constituée peut reprendre les engagements qui ont été pris au nom et/ou pour compte de la société en formation, pour autant que :

- La société ait acquis la personnalité juridique, par dépôt d'extrait visé à l'article 68, dans les deux ans de la naissance de l'engagement ;
- La société a repris cet engagement dans les deux mois suivant le dépôt précité.

Dans ce cas, l'engagement est réputé avoir été contracté dès l'origine par la société présentement constituée.

##### **6. POUVOIRS**

L'assemblée confère tous pouvoirs à Madame SIMON Cristel, demeurant à 1853 STROMBEEK-BEVER, Treft, 61 boîte 10, avec faculté de substitution, afin de représenter la société auprès des administrations fiscales et autres, des guichets d'entreprise, de la Banque Carrefour des Entreprises, etc, et de déposer et de signer tous actes, documents, pièces et déclarations.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME